



Documents d'Information

SG-AS (2025) 06

2 juillet 2025

Communication de la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire à la 1533^e réunion des Délégués des Ministres* (3 juillet 2025)

* Ce document couvre les activités de l'Assemblée parlementaire depuis la réunion du Bureau du 23 juin 2025 et jusqu'à la réunion du Bureau du 5 septembre 2025.

I. Troisième partie de la session Ordinaire de 2025 (23 – 27 juin 2025)

A. Réponse de l'Assemblée à la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine

Le mercredi 25 juin, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a salué l'engagement de l'Europe en faveur de la justice dans un [discours](#) prononcé devant l'APCE au moment de la signature de l'accord sur le tribunal chargé de juger le crime d'agression. Dans son discours, le Président Zelensky a remercié l'Assemblée pour son « véritable leadership » dans sa position contre l'agression russe et a salué l'engagement de l'Europe en faveur de la justice dans un discours prononcé devant l'Assemblée juste après la signature d'un accord visant à créer un tribunal spécial chargé de juger le crime d'agression contre l'Ukraine. « C'est ici, au sein de cette Assemblée, que le premier appel en faveur de ce tribunal a été lancé », a déclaré M. Zelensky. « L'idée est née ici, et elle bénéficie désormais d'un soutien réel de la part des pays partenaires en Europe et au-delà ». « Une coopération politique et juridique forte sera nécessaire pour garantir que tous les criminels de guerre russes, y compris Poutine, soient traduits en justice. C'est la voie que nous devons suivre, jusqu'à ce que des accusations et des verdicts concrets soient prononcés », a-t-il ajouté. « L'agresseur doit perdre. Nous y travaillons. Mais la justice est également importante. Elle doit fonctionner, afin que les criminels de guerre n'aient nulle part où se cacher, ni en Europe, ni ailleurs. Et d'une manière qui établit un principe juridique : aucune récompense pour l'agression », a déclaré le Président ukrainien. Accueillant M. Zelenskyy dans l'hémicycle de l'Assemblée, le Président de l'Assemblée parlementaire, Theodoros Rousopoulos, a cité Eschyle, qui a écrit : « Nous devons souffrir, souffrir jusqu'à la vérité. » « C'est la réalité quotidienne de l'Ukraine. Depuis plus de 1 200 jours et nuits, le peuple ukrainien vit ce que j'ai un jour qualifié de mille cauchemars. » « Et parmi ces cauchemars, l'un se distingue comme le plus dangereux : que le monde s'habitue à cette guerre. Qu'une invasion à grande échelle d'un État souverain devienne normale. Que les crimes de guerre deviennent invisibles. Mais cette Assemblée, ce Conseil, a été créé précisément pour s'opposer à une telle érosion morale ». Le Président Zelensky a également répondu aux questions des parlementaires.

Mardi 24 juin 2025, l'Assemblée a adopté la [Résolution 2605 \(2025\)](#) sur les *Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine* qui déclare que « Certains principes fondamentaux du droit international ne doivent pas et ne peuvent pas être écartés ou sapés dans les négociations en cours ou à venir ». L'Assemblée a condamné la « guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » et mis en garde contre toute tentative de légitimer l'annexion de territoires ukrainiens par la guerre. L'Assemblée a réaffirmé l'engagement en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée, et exprimé son inquiétude face à l'évolution de la politique étrangère de la nouvelle administration américaine, qui risque, selon elle, de fragiliser les efforts mondiaux en matière de responsabilisation. Elle a notamment dénoncé le retrait des États-Unis du Groupe restreint sur la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine et la suspension de projets cruciaux de justice du fait de la réduction de l'aide américaine. L'Assemblée exhorte tous les États membres à œuvrer sans délai à la création du tribunal spécial pour le crime d'agression, en adoptant les décisions nécessaires pour finaliser les instruments juridiques, et appelle les États observateurs ainsi que les États partenaires pour la démocratie à rejoindre le futur accord partiel élargi en soutien au tribunal. Elle appelle également les États à soutenir le Registre des dommages pour l'Ukraine, à œuvrer à la mise en place d'une commission des demandes d'indemnisation et d'un fonds d'indemnisation, afin que les réparations demeurent une composante centrale de tout règlement de paix.

Elle invite en outre la Cour pénale internationale et son bureau du procureur à envisager de nouveaux chefs d'accusation pour crimes contre l'humanité et génocide, notamment en lien avec la déportation et le transfert forcé d'enfants ukrainiens, ainsi que les disparitions forcées et actes de torture visant des civils ukrainiens. L'Assemblée encourage les États à engager des poursuites au titre de la compétence universelle et appelle à un renforcement de l'assistance au Bureau du Procureur général d'Ukraine et aux mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités. L'Assemblée condamne par ailleurs la militarisation et l'endoctrinement politique des enfants ukrainiens dans les territoires temporairement occupés par la Russie, ainsi que la politique de purification ethnique mise en œuvre dans ces territoires par des déplacements forcés, des déportations et une assimilation violente. Elle demande la mise en place immédiate d'une mission internationale indépendante de surveillance, de préférence sous l'égide des Nations Unies, pour observer et rendre compte de la situation des droits humains dans ces territoires occupés. Enfin, l'APCE demande instamment à la Fédération de Russie de libérer immédiatement tous les civils ukrainiens détenus illégalement et de garantir l'accès immédiat, sûr et sans entrave du CICR à tous les lieux de détention, tout en appelant à un renforcement de la pression internationale, y compris par des sanctions, afin d'assurer le retour des prisonniers de guerre et des enfants ukrainiens.

Le même jour, l'Assemblée a également adopté la [Résolution 2606 \(2025\)](#) *Favoriser les négociations politiques en vue de l'échange et de la libération des prisonniers de guerre* qui exprime sa préoccupation concernant la situation désastreuse des prisonniers de guerre ukrainiens, « victimes d'exécutions sommaires, de tortures généralisées et systématiques et de traitements inhumains et dégradants, qui constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ». L'Assemblée a appelé à une intervention urgente de la communauté internationale, et a demandé à tous les Etats de soutenir les négociations politiques visant à accélérer la libération et le rapatriement de tous les prisonniers de guerre. L'Assemblée a également appelé la Russie à se conformer au droit international des droits humains et au droit international humanitaire, et à respecter toutes les conditions de détention des prisonniers de guerre énoncées dans la troisième Convention de Genève, en créant des lieux d'internement – y compris des camps pour les prisonniers de guerre et des camps de transit temporaires et permanents – en leur donnant un accès adéquat à de la nourriture, à de l'eau et à des soins médicaux, et en leur permettant de communiquer avec leur famille. En outre, la résolution adoptée préconise la mise en place « d'un mécanisme structuré et permanent » pour permettre, de façon rapide, sûre et régulière, l'identification, la recherche, la libération et le rapatriement de tous les prisonniers de guerre. Enfin, l'Assemblée parlementaire a appelé tous les États dont la législation reconnaît la compétence universelle à poursuivre les responsables de la Russie impliqués dans des crimes de guerre et d'autres crimes.

B. Suivi du Sommet de Reykjavik

Garantir une énergie propre, sûre et abordable n'est pas seulement au cœur de la lutte contre le changement climatique et la pollution, mais constitue également une question de droits humains pour les générations présentes et futures, a déclaré l'Assemblée parlementaire dans sa [Résolution 2611 \(2025\)](#) sur *Analyse et lignes directrices pour une transition énergétique durable et socialement juste*. La transition vers des systèmes énergétiques plus durables est « essentielle pour assurer la prospérité durable de l'Europe », a souligné l'Assemblée. L'Assemblée a appelé à une approche fondée sur les droits humains pour guider la transition énergétique, tout en alertant sur la persistance de la précarité énergétique qui touche encore des millions de personnes en Europe. Elle a souligné la nécessité de mettre en place des « politiques stables à long terme » permettant une transition équitable vers les énergies renouvelables et garantissant l'accès à l'énergie comme condition préalable à la jouissance des droits sociaux fondamentaux, tels que le logement, la santé, le travail, la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et l'éducation, notamment pour les personnes vulnérables. La résolution appelle les États à éliminer les subventions publiques aux énergies fossiles, à renforcer les investissements dans l'énergie solaire, éolienne et les réseaux intelligents, et à soutenir les initiatives locales de production d'énergie propre, la mobilité durable et la rénovation énergétique des bâtiments. Elle souligne l'importance de l'autonomisation des citoyennes et citoyens, en particulier au niveau municipal, ainsi que de la coopération transfrontalière pour renforcer la résilience énergétique et la stabilité de l'approvisionnement. Dans une série de recommandations, l'APCE invite également les gouvernements à protéger les personnes vulnérables contre la précarité énergétique, notamment au moyen de plafonds tarifaires, d'aides ciblées et de subventions à la rénovation, et à garantir que les travailleurs puissent accéder aux emplois verts. Les stratégies nationales de transition énergétique, conclut l'Assemblée, doivent être « socialement équitables », économiquement viables et respectueuses de l'environnement.

Le Président de la Cour européenne des droits de l'homme, Mattias Guyomar, a pris part au débat d'actualité sur *La Cour européenne des droits de l'homme: relever les défis de notre temps*. Il a mis l'accent sur les trois priorités de son mandat de trois ans : l'efficacité, la visibilité et la responsabilité, toutes trois encadrées par le principe de responsabilité partagée, la Cour travaillant en collaboration avec les autorités nationales et les tribunaux des 46 États membres du Conseil de l'Europe. Il a souligné que le rôle de la Cour incarne le principe de la séparation des pouvoirs, fondé sur l'équilibre et la complémentarité entre les trois branches du pouvoir.

C. Election des juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Le 24 juin 2025, l'Assemblée a élu M. Hugh Mercer en tant que [juge](#) auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, au titre du Royaume Uni.

D. Personnalités

Les personnalités suivantes se sont adressées à l'Assemblée (dans l'ordre chronologique) :

- M. Mattias GUYOMAR, Président de la Cour européenne des droits de l'homme ;
- M. Ian BORG, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Tourisme de Malte, Président du Comité des Ministres ;
- M. Alain BERSET, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ;
- M. Robert ABELA, Premier Ministre de Malte ;
- Son Excellence M. Volodymyr ZELENSKY, Président de l'Ukraine ;
- M. Gordan GRLIĆ RADMAN, ministre des Affaires étrangères et européennes de la Croatie.

Leurs interventions se trouvent sur le site web de l'Assemblée : <https://pace.coe.int>

E. Débats selon la procédure d'urgence et débats d'actualité

Le mercredi 25 juin 2025, l'Assemblée a adopté la [Résolution 2609 \(2025\)](#) sur *La paix mondiale menacée: mettre fin à la catastrophe humanitaire à Gaza et résoudre l'extension du conflit au Moyen-Orient* dans laquelle elle a appelé toutes les parties au conflit élargi qui sévit au Moyen-Orient à la désescalade et à préserver le droit international, et a rappelé la nécessité d'épargner les populations civiles et de limiter au maximum les souffrances et les pertes humaines parmi ces populations : « La solution aux conflits et défis multiples, profonds et anciens qui affectent le Moyen-Orient ne peut être obtenue par la confrontation militaire, mais par la diplomatie et un processus politique inclusif. Les parlementaires ont exhorté toutes les parties à s'abstenir de compromettre le cessez-le-feu fragile récemment conclu entre Israël et l'Iran, tout en exprimant leur profonde préoccupation face aux « activités déstabilisatrices » de l'Iran, qui, selon eux, « est apparu comme une menace directe pour la sécurité européenne ». En ce qui concerne Gaza, l'Assemblée a réitéré son appel urgent en faveur de la libération de tous les otages et d'un cessez-le-feu immédiat et permanent pour mettre fin aux « pertes incessantes parmi les populations civiles » et permettre à l'aide humanitaire d'atteindre les personnes qui en ont besoin. Elle a condamné « l'utilisation de la famine parmi la population civile comme méthode de guerre, l'instrumentalisation de l'aide humanitaire, et le refus illégal de l'accès humanitaire », ce qui constitue des crimes au regard du droit international. Les parlementaires ont déclaré qu'il ne devait y avoir « ni transfert illégal ni déplacement forcé de Palestiniens depuis Gaza, ni tentative de modifier le territoire de la bande de Gaza », tout en affirmant qu'une paix durable à Gaza ne pouvait être instaurée tant que « le Hamas et d'autres groupes désignés comme des organisations terroristes joueront un rôle au pouvoir ou en matière opérationnelle ». L'Assemblée a réaffirmé son attachement à une paix fondée sur une solution à deux États et a exhorté les États membres et observateurs du Conseil de l'Europe à coopérer avec les Nations unies et les tribunaux internationaux afin de garantir le respect du droit international.

Le jeudi 26 juin 2025, tout en notant des avancées en matière d'égalité de genre, avec « une participation croissante des femmes à la vie économique, publique culturelle et politique » et des normes juridiques qui ont évolué pour refléter ces progrès, l'Assemblée a exprimé, dans sa [Résolution 2614 \(2025\)](#) sur *Les droits des femmes en Europe – Avancées et défis*, sa préoccupation concernant le fait que les droits des femmes étaient de plus en plus contestés et s'érodaient dans le monde entier. L'Assemblée parlementaire est particulièrement préoccupée par « l'instrumentalisation politique des valeurs familiales visant à saper les droits des femmes », la propagation de la désinformation fondée sur le genre, la popularité croissante des « masculinistes » qui prônent la soumission de la femme, les discours de haine et les menaces de violence à l'égard des femmes politiques, ainsi que le harcèlement par des militant·es anti-choix des personnes engagées dans la défense des droits des femmes, des professionnel·les de santé, et des personnes qui cherchent à bénéficier de soins liés à l'avortement. A cet égard, soulignant que la plupart des États membres du Conseil de l'Europe reconnaissent le droit à l'avortement, l'Assemblée a déclaré qu'une fois ce droit établi, « il est également nécessaire de garantir l'accès à un avortement gratuit, légal et sûr pour toutes les personnes qui le demandent ». Elle déplore aussi les niveaux élevés de discrimination fondée sur le genre dans les domaines du logement, de l'emploi et des soins de santé, ainsi que la persistance des écarts de rémunération et de pension entre les hommes et les femmes. Face à ce risque de recul démocratique, l'Assemblée a proposé aux États un ensemble de mesures concernant la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, notamment « dans le but de s'attaquer aux faibles taux de signalement actuels et aux niveaux élevés d'impunité ». Elle a également fait des recommandations concernant l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, soulignant que l'entrave à l'accès d'une personne aux soins légaux liés à l'avortement – lorsque la législation nationale le prévoit – devait être interdite et passible d'une sanction pénale. La résolution adoptée contient également des mesures pour favoriser une plus grande participation politique des femmes et pour lutter contre le sexisme, la discrimination fondée sur le genre et les stéréotypes de genre.

Enfin, l'Assemblée parlementaire a appelé les parlements nationaux à se concentrer sur « la sécurisation et l'intégration des droits des femmes tant dans la législation nationale que dans les politiques dans tous les domaines de la vie ».

L'Assemblée a tenu deux débats d'actualité sur *La Cour européenne des droits de l'homme : relever les défis de notre temps*, et sur *Appel à la libération immédiate des personnes victimes de persécutions politiques en Géorgie*.

F. Couverture médiatique

La session d'été 2025 de l'Assemblée parlementaire a bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle, avec 62 journalistes présents à Strasbourg et environ 277 articles (chiffres provisoires) recensés à ce jour dans la presse internationale. Le plus grand nombre d'articles a été publié dans les médias ukrainiens, suivis par les médias français et italiens.

La couverture médiatique la plus importante, représentant près de la moitié des articles, a été consacrée au discours du Président ukrainien Volodymyr Zelenskyy devant l'APCE, moment fort de la session, et à la signature de l'accord sur la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, qui ont été retransmis en direct en trois langues et rediffusés en direct par plusieurs chaînes de télévision à travers l'Europe.

Les principaux points de la résolution de l'Assemblée sur les questions juridiques et relatives aux droits de l'homme liées à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, ainsi que l'échange et la libération des prisonniers de guerre, ont également fait l'objet d'une large couverture médiatique, en particulier en Ukraine. Parmi les autres sujets qui ont retenu l'attention des médias, figure le discours du Premier ministre maltais, Robert Abela, les débats de l'Assemblée sur la catastrophe humanitaire à Gaza et l'extension du conflit au Moyen-Orient, ainsi que sur les persécutions politiques en Géorgie.

La couverture médiatique des réseaux sociaux de l'Assemblée a suivi une tendance similaire, avec environ 38 000 impressions sur les principaux réseaux, l'accent étant à nouveau mis sur la visite du Président ukrainien, notamment un message de M. Zelensky soulignant son discours devant l'APCE. L'attribution du Prix Vigdis 2025 de l'empouvoirement des femmes à l'organisation palestinienne « *Women of the Sun* » a pris le relais en termes d'impressions. Par ailleurs, le nombre de vues des diffusions en direct sur la chaîne YouTube de l'Assemblée continue d'augmenter, avec environ 31 000 vues au total au cours de la semaine.

La MediaBox, le studio de télévision en ligne de l'Assemblée mis à la disposition de toutes celles et ceux qui font l'actualité à l'Assemblée, a enregistré un total de 43 interviews au cours de la semaine de session, celles des rapporteur.es étant publiées dans une playlist dédiée sur la chaîne YouTube de l'APCE.

G. Textes adoptés

Suite à des débats, l'Assemblée a adopté les textes suivants:

Avis

Avis 307 (2025)	Projet de protocole d'amendement à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (Doc. 16186)
---------------------------------	---

Recommandations

Recommandation 2297 (2025)	La protection des droits humains dans et par le sport: obligations et responsabilités partagées (Doc. 16196)
Recommandation 2298 (2025)	Sauver la vie des personnes migrantes en mer et protéger leurs droits humains (Doc. 16195)

Résolutions

Résolution 2605 (2025)	Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine (Doc. 16193)
Résolution 2606 (2025)	Favoriser les négociations politiques en vue de l'échange et de la libération des prisonniers de guerre (Doc. 16197)
Résolution 2607 (2025)	La protection des droits humains dans et par le sport: obligations et responsabilités partagées (Doc. 16196)
Résolution 2608 (2025)	Mouvement olympique et maintien de la paix: la neutralité du sport sert-elle les valeurs du sport? (Doc. 16185)
Résolution 2609 (2025)	La paix mondiale menacée: mettre fin à la catastrophe humanitaire à Gaza et résoudre l'extension du conflit au Moyen-Orient (Doc. 16210)
Résolution 2610 (2025)	Mobilisation sociale, troubles sociaux et réaction de la police dans les États membres du Conseil de l'Europe: un nouveau contrat social est-il nécessaire? (Doc. 16191)
Résolution 2611 (2025)	Analyse et lignes directrices pour une transition énergétique durable et socialement juste (Doc. 16182)
Résolution 2612 (2025)	Sauver la vie des personnes migrantes en mer et protéger leurs droits humains (Doc. 16195)
Résolution 2613 (2025)	Les défis et besoins des acteurs publics et privés impliqués dans la gestion des migrations (Doc. 16192)
Résolution 2614 (2025)	Les droits des femmes en Europe – Avancées et défis (Doc. 16211)
Résolution 2615 (2025)	Promouvoir la participation inclusive dans la vie parlementaire: égalité de genre, accessibilité et politiques inclusives (Doc. 16183)

Tous ces textes se trouvent sur le site web de l'Assemblée : <https://pace.coe.int>.

II. Auditions et échanges de vues organisés au cours de la partie de session

Lundi 23 juin 2025	
14h15 – 15h Salle 9, Palais Sous-commission sur les Balkans occidentaux de la Commission des questions politiques et de la démocratie	► Echange de vues avec la participation de M. Edin Forto, ministre des Communications et des Transports de Bosnie-Herzégovine.
14h15-15h Salle 8, Palais Commission des questions juridiques et des droits de l'homme	► Audition sur <i>Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées des Nations Unies</i>, avec la participation de : - M. Olivier de Frouville, Directeur du Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire (Paris) et Président du Comité des disparitions forcées des Nations Unies (en ligne) ; - Mme Mariat Imaeva, <i>UKRI Network Plus Fellow</i> à l'Université de Birmingham et consultante en droits humains.
Mardi 24 juin 2025	
13h – 14h Salle 7 Réseau pour le droit des femmes de vivre sans violence avec la contribution de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées	► Audition sur <i>La prévention et la lutte contre la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles en migration</i>, avec la participation de : - Mme Régine Komokoli, ancienne migrante, survivante des violences fondées sur le genre, militante, élue départementale de l'Ille-et-Vilaine ; - Mme Kate Osamor, première Vice-Présidente de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées ; - Mme Cécile Gréboval, conseillère principale en matière d'égalité de genre, Division de l'égalité de genre, Conseil de l'Europe ; - Mme Kaye Vassallo, chargée de projet, Analyse de l'information opérationnelle, Agence de l'Union européenne pour l'asile ; - M. Denis Begic, membre de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées.
14 h – 15 h 30 Salle 9, Palais Commission des questions politiques et de la démocratie	► Audition sur <i>Protection de la démocratie contre les perturbations causées par l'intelligence artificielle</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Deborah Bergamini (Italie, PPE/DC), avec la participation de : - M. Courtney Bowman, directeur de l'ingénierie en matière de confidentialité et de libertés civiles, Palantir ; - Mme Audrey Herblin-Stoop, vice-présidente et directrice des affaires publiques globales, Mistral AI (en ligne) ; - Mme Julie Lavet, responsable des politiques et des partenariats pour l'Europe, OpenAI ; - M. Ben Nimmo, enquêteur principal sur les menaces, OpenAI (en ligne).

Mercredi 25 juin 2025	
14h – 16h Salle 11, Palais Commission sur l'égalité et la non-discrimination	► Audition sur <i>Promouvoir la Convention d'Istanbul et améliorer sa mise en œuvre : mettre à profit l'expérience acquise</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Etilda Gjonaj (Albanie, SOC), avec la participation de : - Mme Anca Ciupa, Directrice principale, Women Against Violence Europe (WAVE) (<i>en ligne</i>) ; - Mme Pirkko Mahlamäki, membre du comité exécutif et Présidente du comité des femmes du Forum européen des personnes handicapées (FEPH) (<i>en ligne</i>) ; - Mme Anne Berheim-Negre, Vice-Présidente, Lobby européen des femmes.
15h – 16h Salle 7, Palais Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias	► Audition sur <i>Les jeunes pour la démocratie : les perspectives des jeunes en action</i>, dans le cadre du suivi de la Résolution 2553 (2024) de l'Assemblée « Renforcer la perspective jeunesse dans les travaux de l'Assemblée parlementaire » et des rapports <i>Le rôle des jeunes dans la revitalisation de la démocratie</i>, préparé par Mme Sona Ghazaryan (Arménie, ADLE), et <i>Les mouvements de la jeunesse pour la démocratie</i>, préparé par Mme Yevheniia Kravchuk (Ukraine, ADLE), avec la participation de : - Mme Yevheniia Kravchuk (Ukraine, ADLE), Rapporteuse pour la jeunesse, Présidente de la Sous-commission de la jeunesse et de la société du futur, Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias ; - Mme Miriam Teuma, Présidente du Comité directeur européen pour la jeunesse (CDEJ), Conseil de l'Europe ; - Mme Nina Grmuša, Présidente du Conseil mixte sur la jeunesse (CMJ) et du Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ), Conseil de l'Europe ; - M. Francesco Gellel, Responsable des communautés de jeunes, Conseil national de la jeunesse de Malte (KNZ) ; les rapporteur·es pour la jeunesse représentant les commissions de l'Assemblée : - Mme Naomi Cachia (Malte, SOC), Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) ; - Mme Saara-Sofia Sirén (Finlande, PPE/DC), Commission des questions juridiques et des droits de l'homme ; - Mme Aurora Floridia (Italie, SOC), Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable ; - Mme Aysu Bankoğlu (Türkiye, SOC), Commission sur l'égalité et la non-discrimination ; et - M. Tobias Flessenkemper, Chef du Service de la Jeunesse, DGII : Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine, Conseil de l'Europe.
Jeudi 26 juin 2025	
8h45-9h45 Salle 8, Palais Commission des questions juridiques et des droits de l'homme	► Audition sur <i>Menaces d'atteinte à la vie et à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par M. Christophe Lacroix (Belgique, SOC), avec la participation de : - Mme Arzu Geybullayeva, journaliste azerbaïdjanaise ; - M. Toby Collis, avocat, <i>European Human Rights Advocacy Centre</i> ; - M. Ricardo Gutiérrez, Secrétaire Général de la Fédération européenne des journalistes.

14h – 15h Salle 6, Palais Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias	► Echanges de vues sur <i>Activités de coopération en matière de liberté des médias et de désinformation</i>, avec la participation de : - Mme Alina Tatarenko, Cheffe de Division, Division de la coopération pour la liberté d'expression, DGII : Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine, Conseil de l'Europe ; ► Echanges de vues sur <i>La socialisation à l'école: pour une éducation inclusive qui favorise les valeurs démocratiques</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Luz Martínez Seijo (Espagne, SOC), avec la participation de : - M. Antonio Rodriguez Hernández, Professeur au département de psychologie du développement et de l'éducation de l'université de La Laguna, Espagne (en ligne) ; ► Echanges de vues sur <i>Préserver la culture et le patrimoine ruraux européens</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par Mme Zeynep Yildiz (Türkiye, NI), avec la participation de : - Mme Zeynep Erdoğan, Professeure et doyenne du département des beaux-arts de l'université d'Ankara, Türkiye ; - Mme Özlem Karakul, Professeure et membre du Comité du patrimoine culturel immatériel de la Commission nationale turque pour l'UNESCO, Türkiye (en ligne).
14h – 15h Salle 8, Palais Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées Sous-commission sur les enfants et les jeunes réfugiés et migrants	► Echanges de vues sur <i>Evaluation de l'intégration d'une perspective pour la jeunesse dans les travaux du Conseil de l'Europe</i>, avec la participation de : - Mme Nina Grmuša, présidente du Conseil mixte sur la jeunesse et du Conseil consultatif sur la jeunesse – sur les <i>propositions visant à refléter le point de vue des jeunes et à renforcer leur participation à l'élaboration des politiques dans le domaine de la migration</i> ; - M. Sulkhani Chargeishvili, conseiller en éducation des jeunes, Service de la jeunesse, Conseil de l'Europe – sur les <i>propositions visant à refléter le point de vue des jeunes et à renforcer leur participation à l'élaboration des politiques dans le domaine de la migration</i> ; - M. Robert Stryk, directeur de l'Audit interne, de l'Evaluation et de l'Investigation, Conseil de l'Europe – sur les <i>recommandations clés sur la manière de renforcer l'intégration du point de vue des jeunes dans l'élaboration des politiques au sein du Conseil de l'Europe</i> ; - M. Malcolm Cox, évaluateur senior, Direction de l'Audit interne, de l'Evaluation et de l'Investigation, Conseil de l'Europe – sur les <i>points supplémentaires concernant le suivi du rapport DIO</i> ; - M. Tobias Flessenkemper, chef du Service de la jeunesse, Direction générale de la démocratie et la dignité humaine, Conseil de l'Europe – sur le <i>suivi du rapport DIO et la coopération avec les rapporteurs de l'APCE pour la jeunesse</i>.
14h – 15h Salle 9, Palais Commission des questions politiques et de la démocratie	► Echanges de vues sur <i>L'Assemblée parlementaire doit soutenir le Kazakhstan dans la poursuite de ses réformes démocratiques</i>, dans le cadre d'un rapport préparé par M. Zsolt Németh (Hongrie, CEPA), avec la participation de : - M. Yevgeniy Kochetov, vice-ministre de la Culture et de l'Information

III. Décisions prises par le Bureau (23 juin 2025 et 27 juin 2025)

Le Bureau de l'Assemblée, réuni le lundi 23 juin 2025, à Strasbourg, sous la présidence de M. Theodoros Rousopoulos, Président de l'Assemblée parlementaire, en ce qui concerne :

- **Communications :**
 - a pris note de la communication du Président de l'Assemblée ;
 - a tenu un échange de vues avec le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ;
- **Troisième partie de session de 2025 (Strasbourg, 23-27 juin) :**
 - a pris note des demandes de débats selon la procédure d'urgence sur :
 - « Les droits des femmes en Europe – Avancées et défis » déposée par la Commission sur l'égalité et la non-discrimination : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat, et de saisir la Commission sur l'égalité et la non-discrimination pour rapport ;
 - « Mettre fin au génocide à Gaza – Le Conseil de l'Europe doit agir sans délai » déposée par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable : a décidé de recommander à l'Assemblée de ne pas tenir ce débat;
 - « L'urgence de mettre fin à la guerre à Gaza » déposée par la Commission des questions politiques et de la démocratie : a décidé de recommander à l'Assemblée de ne pas tenir ce débat;
 - « La paix mondiale menacée : mettre fin à la catastrophe humanitaire à Gaza et résoudre l'extension du conflit au Moyen-Orient » déposée par les président-es des groupes politiques : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat, et de saisir la Commission questions politiques et de la démocratie pour rapport et la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées pour avis ;
 - a pris note des demandes de tenir des débats d'actualité sur :
 - « Appel à la libération immédiate des personnes victimes de persécutions politiques en Géorgie », déposée par le groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat et a désigné M. Stephen Gethins (Royaume-Uni, ADLE) comme premier orateur;
 - « Les tentatives d'affaiblir la Convention européenne des droits de l'homme et d'attaquer l'indépendance et l'impartialité de la Cour européenne des droits de l'homme par des ingérences politiques », déposée par M. Christophe Lacroix (Belgique, SOC) et 21 membres de l'Assemblée parlementaire : a décidé de recommander à l'Assemblée de ne pas tenir ce débat;
 - « La Cour européenne des droits de l'homme : relever les défis de notre temps », déposée par les président-es des groupes politiques : a décidé de recommander à l'Assemblée de tenir ce débat et a désigné Lord Richard Keen (Royaume-Uni, CEPA) comme premier orateur ;
 - a mis à jour le projet d'ordre du jour ;
 - a pris note du rapport établi par la Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme au titre du Royaume-Uni ([Doc. 16198 Add.2](#)) ;
 - a préparé la réunion du Comité mixte ;
- **Rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée (11 avril – 22 juin 2025)** (rapporteur : M. Frank Schwabe, Allemagne, SOC) : a approuvé le rapport d'activité ([Doc. 16198](#)) ;
- **Renvois et transmissions en commissions** : a approuvé les renvois et transmissions tels que présentés en annexe 1, sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais du Rapport d'activité ;
- **Observation d'élections :**
 - *Albanie : élections législatives (11 mai 2025)* : a approuvé le [rapport](#) d'observation des élections législatives ;
 - *Pologne : élection présidentielle (18 mai 2025)* : a pris note de la [déclaration](#) sur le deuxième tour de l'élection présidentielle (1^{er} juin 2025) ;

- *République de Moldova : élections législatives (28 septembre 2025)* : a approuvé la liste des membres de la commission *ad hoc* pour observer ces élections (annexe 2) ;
- **Suivi de la Résolution 2594 (2025) sur la « Modification de certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée »** : a pris note des *modalités de mise en œuvre des récentes modifications apportées aux nominations des Vice-Président-es de l'Assemblée et des Rapporteuses Générales et Rapporteurs Généraux*, telles qu'elles figurent dans le mémorandum présenté par la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire ;
- **Questions soulevées par les commissions**
 - *Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable* : a examiné et a approuvé le mandat révisé du Réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine (sous réserve de ratification par l'Assemblée dans l'addendum du Rapport d'activité) (annexe 3) ;
- **Conférence sur l'intelligence artificielle, Londres, 15-16 décembre 2025** : a décidé de constituer une commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet événement composée de 40 membres (AS/Cult: 6; AS/Pol: 6; AS/Jur: 5; AS/Ega: 5; AS/Soc: 5; AS/Mig: 5; AS/Mon: 4; AS/Cdh: 2; AS/Rul: 2) ;
- **Composition des commissions :**
 - Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi) :
 - sur la base d'une proposition du groupe des Conservateurs européens, Patriotes & Affiliés, a nommé M. Malte Kaufmann (Allemagne) comme membre ;
 - sur la base d'une proposition du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, a nommé Mme Lucia Plaváková (République slovaque) comme membre ;
 - sur la base d'une proposition du Groupe pour la gauche unitaire européenne, a nommé M. Vlad Batrîncea (République de Moldova) comme membre ;
- **Résolution 2530 (2024) sur un avenir démocratique pour le Bélarus** : a approuvé la liste révisée des membres de la délégation représentative des forces démocratiques du Bélarus pour 2025 (sous réserve de ratification par l'Assemblée dans l'addendum du Rapport d'activité) ; Vendredi 5 septembre 2025, 9 h 30, Paris.

Le Bureau de l'Assemblée, réuni le vendredi 27 juin 2025, à Strasbourg, sous la présidence de M. Theodoros Rousopoulos, Président de l'Assemblée parlementaire, en ce qui concerne :

- **Suivi de la troisième partie de session de 2025 (Strasbourg, 23-27 juin)** : a entendu une communication de la Secrétaire Générale de l'Assemblée et a discuté du suivi de la partie de session ;
- **Renvois et transmissions en commissions** : a approuvé les renvois et transmissions tels que présentés en annexe 4, sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais du Rapport d'activité ;
- **Observation d'élections :**
 - *République de Moldova : élections législatives (28 septembre 2025)* : a approuvé la liste révisée des membres de la commission *ad hoc* pour observer ces élections, a désigné M. Chris Said (Malte, PPE/DC) en tant que Président et Mme Elisabetta Gardini (Italie, CEPA) en tant que Vice-Présidente, et a décidé d'effectuer une mission préélectorale (annexe 5) ;
 - *Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables* : a approuvé la liste révisée des membres de l'Alliance (annexe 6) ;
- **Pétition concernant l'administration de la prestation sociale espagnole « Ingreso Mínimo Vital »** : a pris note de la pétition et a déclaré son inadmissibilité ;
- **Questions soulevées par les commissions :**
 - *Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées* : a examiné et approuvé le mandat du ou de la Rapporteur-e Général-e sur les politiques européennes de migration et d'asile (annexe 7) ;
- **Journée européenne de commémoration de l'Holocauste pour les Roms et les Sintis, Auschwitz-Birkenau, Pologne, 2 août 2025** : a approuvé la liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet événement (annexe 8) ;

- **Forum mondial de la démocratie, Strasbourg, 4-7 novembre 2025** : a approuvé la liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet évènement (annexe 9) ;
- **Conférence sur l'intelligence artificielle, Londres, 15-16 décembre 2025** : a approuvé la liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à cet évènement (annexe 10) ;
- **Questions diverses**
 - *Rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente (27 juin – 28 septembre 2025)* : a désigné M. Zsolt Németh (Hongrie, CEPA) comme rapporteur ;
 - *75^{ème} anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme, Strasbourg, 4 novembre 2025* : a pris note de la date de l'évènement ;
- **Composition des commissions :**
 - *Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités* : a nommé M. Abdurrahman Babacan (Türkiye, NI) comme membre, et sur la base de propositions du Groupe des socialistes, démocrates et verts, le Bureau a nommé M. Mogens Jensen (Danemark) et M. Roberto Speranza (Italie) comme membres ;
 - *Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme* :
 - sur la base d'une proposition du Groupe des socialistes, démocrates et verts, le Bureau a nommé Baroness Shami Chakrabarti (United Kingdom) comme remplaçante ;
 - sur la base d'une proposition du Groupe du Parti populaire européen, le Bureau a nommé Mme Christine Pasquier-Ciulla (Monaco) comme représentante ;
- **Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) - liste des candidat-es au titre de l'Autriche, la Norvège, l'Espagne, la Türkiye, l'Ukraine et le Royaume-Uni** : a approuvé les listes des candidat-es au titre de ces pays à transmettre au Comité des Ministres ;
- **Réunions en dehors de Strasbourg et Paris** : a autorisé (sous réserve de la disponibilité des fonds):
 - le Réseau pour un environnement sain et la Sous-commission du Prix de l'Europe (Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable) à se réunir à Gaziantep, Türkiye les 9 et 10 octobre 2025 ;
 - la Sous-commission sur l'Intelligence Artificielle et les droits de l'homme à se réunir à Varsovie les 13 (jour entier) et 14 (après-midi) octobre 2025 ;
 - la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées à se réunir à Londres les 20 et 21 octobre 2025 ;
 - la Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités à se réunir à Chypre les 13 et 14 novembre 2025 ;
 - la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme à se réunir à Londres les 1 et 2 décembre 2025 ;
- **Représentation institutionnelle de l'Assemblée parlementaire en 2025** : a approuvé les propositions telles que présentées en annexe 11 ;
- **Dates et lieux des prochaines réunions** : a décidé de tenir ses prochaines réunions comme suit :
 - Vendredi 5 septembre 2025, 9 h 30, Paris ;
 - Lundi 29 septembre 2025, 8 h 00, Strasbourg (partie de session) ;
 - Vendredi 3 octobre 2025, 8 h 30, Strasbourg (partie de session) ;
 - Mardi 4 novembre 2025, 18 h 00, Strasbourg (75^{ème} anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme).

IV. Prix

➤ Prix de l'Europe

Le 26 juin 2025, à Strasbourg, a eu lieu la cérémonie de remise des Diplômes européens de 2025.

➤ **Prix Vigdís de l'empouvoirement des femmes**

Le 22 juin 2025, réuni à Strasbourg, le jury a désigné la lauréate du Prix pour l'édition 2025 du Prix, parmi les trois candidates présélectionnées.

Le 23 juin 2025, le deuxième Prix Vigdís de l'empouvoirement des femmes a été décerné à l'organisation [Women of the Sun](#) (Femmes du Soleil) de la Palestine*, qui vise à créer des voies et des opportunités pour les femmes palestiniennes afin qu'elles puissent accéder à des domaines habituellement monopolisés par les hommes, notamment la politique, les affaires et la technologie.

V. Activités futures des commissions et des réseaux, et missions d'observation des élections

➤ **Le 4 septembre 2025, à Paris, la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable :**

. tiendra audition de vues dans le cadre de la préparation d'un rapport sur « La situation des soldats ukrainiens invalides à la suite des hostilités » de M. Jan Filip Libicki (Pologne, PPE/DC) ;

. tiendra audition de vues dans le cadre de la préparation d'un rapport sur « Des lignes directrices européennes viables pour combattre le dumping social et renforcer les mécanismes de négociation collective » de Mme Valérie Piller Carrard (Suisse, SOC).

VI. Visites d'information dans le cadre de la préparation des rapports

➤ ***Le dialogue postsuivi avec la Bulgarie***

Mme Deborah Bergamini (Bulgarie, PPE/DC) et **M. Yves Cruchten** (Luxembourg, SOC), corapporteurs de la *Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, effectueront une visite d'information à Sofia les **2-3 juillet 2025**.

➤ ***Les activités de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)***

Mme Marietta Karamanli (France, SOC), rapporteur de la *Commission des questions politiques et de la démocratie*, tiendra une visite d'information à Paris, le **2 juillet 2025**.

➤ ***Les conséquences politiques de la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine***

M. Piero Fassino (Italie, SOC), rapporteur de la *Commission des questions politiques et de la démocratie*, tiendra une visite d'information en Ukraine, les **21-23 juillet 2025**.

VII. Entretiens en ligne dans le cadre de la préparation des rapports

➤ ***La situation des minorités nationales en Ukraine***

M. Christophe Lacroix (Belgique, SOC), rapporteur de la *Commission sur l'égalité et la non-discrimination*, a tenu une réunion en ligne avec M. Christophe Kamp, Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales le **27 juin 2025**.

M. Christophe Lacroix (Belgique, SOC), rapporteur de la *Commission sur l'égalité et la non-discrimination*, a tenu une réunion en ligne avec Mr Nicolas Levrat, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités le **2 juillet 2025**.

* Cette désignation ne saurait être interprétée comme une reconnaissance de l'État de Palestine et ne préjuge pas des positions individuelles des États membres du Conseil de l'Europe sur cette question.

VIII. Autres activités des membres de l'Assemblée

Mme Béatrice Fresko-Rolfo (Monaco, ADLE), Rapporteuse générale sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI), a participé à la Conférence internationale des droits de l'homme, le 27 juin 2025, à Budapest.

M. Pierre-Alain Fridez (Suisse, SOC), membre de la *Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable* participera à la 45^{ème} réunion plénière du Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote), 2-3 juillet 2025 à La Valette.

M. George Papandreou (Grèce, SOC), en sa qualité de Rapporteur général sur la démocratie, participera au Sommet mondial AI for Good 2025, du 8 au 11 juillet 2025 à Genève (Suisse).

Mme Valentina Grippo (Italie, ADLE), membre de la *Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias*, Rapporteuse générale sur la liberté des médias et la protection des journalistes, participera à la réunion du réseau « Femmes pour un avenir durable » (WSF) qui aura lieu les 22 et 23 juillet 2025 à Amman, en Jordanie.

IX. Activités de coopération parlementaire et électorale de l'APCE

La *Division de la coopération parlementaire et électorale de l'APCE*, dans le cadre du projet « Renforcement de l'intégrité des élections en Albanie » :

➤ **Juillet-septembre 2025**: le projet soutient le développement de la plateforme en ligne de suivi des dénonciations et des plaintes, qui a été testée via le site web et l'application mobile de la Commission électorale centrale lors des élections de mai 2025. Une table ronde des parties prenantes est prévue dans les prochaines semaines afin de discuter plus en détail des fonctionnalités de la plateforme et de recueillir des commentaires et des recommandations en vue de son utilisation future. La plateforme vise à aider la CEC à gérer efficacement les plaintes électorales et à renforcer la transparence dans le règlement des litiges électoraux en mettant des données ouvertes à la disposition des parties prenantes.

➤ **Septembre 2025**: le projet a soutenu un programme national d'éducation électorale destiné aux électeurs votant pour la première fois dans les écoles publiques de toute l'Albanie, afin de les préparer aux élections législatives (Mai 2025) et de favoriser l'engagement civique des jeunes. L'organisation locale de la société civile qui participe à la mise en œuvre du programme réalise actuellement une analyse de son impact et diffusera ses conclusions et recommandations lors d'un atelier réunissant les parties prenantes en septembre 2025. Cet événement sera l'occasion de discuter avec les partenaires institutionnels de la pérennité du programme d'éducation électorale.

La *Division de la coopération parlementaire et électorale de l'APCE*, dans le cadre du projet « Soutenir la transparence, l'inclusivité et l'intégrité des pratiques et processus électoraux en Bosnie-Herzégovine – Phase II » :

➤ **Juillet 2025, Sarajevo** : mission d'experts sur l'évaluation des besoins pour la création du Centre de formation au sein de la Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine.

➤ **Septembre 2025** : séminaire inaugural et lancement officiel de l'Académie pour les candidates

La *Division de la coopération parlementaire et électorale de l'APCE*, dans le cadre du projet « Soutenir la transparence, l'inclusivité et l'intégrité des pratiques et processus électoraux en Géorgie - Phase 2 » :

➤ **27 juin 2025, Géorgie** : organisera un atelier d'une journée sur *l'intégration de l'égalité des genres et des perspectives intersectionnelles dans les processus électoraux*. Cette initiative revêt une importance capitale dans un contexte où les quotas obligatoires en matière d'égalité des sexes ont été supprimés en Géorgie en 2024. L'atelier s'adressera aux représentants de la société civile, ainsi qu'aux femmes et aux jeunes leaders. Les participants exploreront les défis, les cadres juridiques et les stratégies visant à renforcer la participation des femmes à la prise de décision publique. Cet atelier favorisera la collaboration entre les principales parties prenantes et permettra de dégager des solutions pratiques pour créer un processus décisionnel plus inclusif et plus égalitaire en Géorgie.

➤ **28-30 juillet 2025, Géorgie** : organisera un atelier de trois jours pour les jeunes et les jeunes leaders, intitulé « *Mon vote dans la démocratie* ». Cet atelier vise à doter les jeunes Géorgiens de connaissances, de compétences et d'une conscience critique sur les processus électoraux et la participation démocratique. Grâce à des sessions animées par des experts, des discussions interactives et des exercices pratiques, les participants exploreront les fondements des élections démocratiques, le rôle des jeunes dans l'élaboration des systèmes politiques et l'importance de la protection de l'intégrité électorale. Les participants acquerront une meilleure compréhension du fonctionnement des systèmes électoraux et de leur impact sur les citoyens, et seront davantage motivés à participer et à militer en faveur d'élections équitables, inclusives et transparentes.

La *Division de la coopération parlementaire et électorale de l'APCE*, dans le cadre du projet « Améliorer les pratiques électorales en République de Moldova, 2025-2028 » :

➤ **24-26 juin 2025, Berne, Suisse** : organisera une visite d'étude à Berne pour 16 représentants de l'administration électorale moldave. L'objectif de cette manifestation était d'apprendre et d'échanger avec les autorités fédérales et cantonales suisses sur les bonnes pratiques dans des domaines clés tels que les méthodes de vote alternatives, en particulier pour les électeurs à l'étranger ; la surveillance du financement politique et électoral ; la lutte contre la désinformation et la mésinformation lors des élections ; la garantie de la (cyber)sécurité et de l'intégrité du processus électoral, ainsi qu'avec la diaspora moldave afin de sensibiliser celle-ci aux procédures et processus électoraux en vue des élections législatives du 28 septembre 2025 en République de Moldova.

➤ **26-27 juillet 2025 en dehors de Chisinau** : École électorale destinée à une vingtaine de journalistes afin de les familiariser avec certaines évolutions importantes liées aux élections avant les élections législatives du 28 septembre 2025.

➤ **8-9 juillet 2025 Chisinau** : La conférence régionale « L'argent en politique » (troisième édition) offrira une plateforme d'échange entre pairs et de dialogue stratégique, visant à relever les défis de l'ère numérique et à faire progresser un programme commun en faveur de la transparence, de l'intégrité et de la résilience électorale. En réunissant des acteurs clés de toute l'Europe de l'Est, la conférence contribuera à identifier des garanties plus solides, une surveillance plus intelligente et des réponses plus coordonnées aux menaces croissantes qui pèsent sur les démocraties de la région et au-delà. Co-organisée en coopération avec six autres partenaires nationaux et internationaux.

➤ **15-16 août 2025, Chisinau** : formation sur les capacités d'environ 35 représentants des conseils électoraux de district en matière de gestion des ressources financières destinées aux élections législatives du 28 septembre 2025.

➤ **Août 2025, République de Moldova** : adaptation du manuel destiné aux membres des organes de gestion électorale créés à l'étranger en vue des élections législatives du 28 septembre.

➤ **5-7 septembre 2025, en dehors de Chisinau** : université d'été pour les jeunes - activité de sensibilisation électorale destinée à environ 25 jeunes, en particulier les nouveaux électeurs, organisée en coopération avec le Conseil national de la jeunesse de Moldova et le Centre de formation électorale continue afin de partager les connaissances électorales parmi les jeunes et de les encourager à participer activement aux processus électoraux et publics.

➤ **Juillet-août 2025, Chisinau** : adaptation du plan de communication en situation de crise de la Commission électorale centrale. Cette activité vise à mieux préparer la CEC à la communication avec les acteurs électoraux et les médias, à lutter contre la désinformation et les crises d'image pendant la période électorale précédant les élections législatives du 28 septembre 2025.

La *Division de la coopération parlementaire et électorale de l'APCE*, dans le cadre du projet « Soutien aux élections démocratiques d'après-guerre en Ukraine – Phase II, 2025-2026 » :

➤ **3-4 juillet 2025, Lviv, Ukraine** : Le quatrième dialogue de haut niveau intitulé « Bonne gouvernance démocratique en Ukraine : réalisations, défis et perspectives pour l'après-guerre » est organisé à la demande de M. Oleksandr Korniyenko, premier vice-président du Parlement ukrainien, et facilité conjointement par les secrétariats de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, du Congrès des pouvoirs régionaux et locaux et de la Commission de Venise. Le dialogue de haut niveau vise à dégager un consensus entre les parties prenantes nationales sur les priorités en matière de réforme de la gouvernance à plusieurs niveaux et des élections d'après-guerre, conformément aux normes européennes et à la candidature de l'Ukraine à l'adhésion à l'UE. Une cinquantaine de participants sont attendus, parmi lesquels des parlementaires, des représentants des autorités nationales et locales, de la Commission électorale centrale et de la société civile.

➤ **18-24 août 2025, Royaume-Uni** : prévoit une visite sur place de la délégation ukrainienne, composée de représentants de la Commission électorale centrale de l'Ukraine et du ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine, afin de permettre des échanges bilatéraux et de renforcer la coopération avec les autorités britanniques sur les questions liées aux élections, en mettant particulièrement l'accent sur les dispositions qui pourraient être prises pour permettre aux électeurs ukrainiens de voter au Royaume-Uni pendant les élections d'après-guerre (à la suite de l'invitation de la Commission électorale britannique).

X. Coopération avec la Commission de Venise

➤ **23 juin 2025, Strasbourg**: la *Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)*, a demandé à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) un avis sur la proposition de loi hongroise sur la "transparence de la vie publique" et autres textes législatifs relatifs à "l'influence étrangère", et un avis urgent sur le projet d'amendements constitutionnels ainsi que la loi récemment adoptée sur la société civile en République slovaque.

XI. Liste des réunions de Commissions, du Bureau et du Comité présidentiel

- . **4 septembre 2025, Paris** : *Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias*
- . **4 septembre 2025, Paris** : *Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable*
- . **4 septembre 2025, Paris** : *Comité présidentiel*
- . **5 septembre 2025, Paris** : *Bureau*
- . **5 septembre 2025, Paris** : *Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités*

Annexe 1 – Renvois et transmissions en commissions

A. Renvois en commission

- *Faciliter la reprise économique et la résilience de l'Ukraine: des retours volontaires au renforcement de la coopération et de l'investissement*, [Doc. 16160](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour rapport* ;
- *Le pluralisme politique et la démocratie mis à mal en Bulgarie*, [Doc. 16161](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur « Dialogue postsuivi avec la Bulgarie »* ;
- *Garantir le droit d'accès à l'eau potable*, [Doc. 16162](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport* ;
- *Défendre notre diversité culturelle et notre liberté d'expression et d'information en faisant respecter le droit d'auteur*, [Doc. 16165](#), proposition de résolution : renvoi à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport*.

B. Prolongations de renvois

- *L'Assemblée parlementaire doit soutenir le Kazakhstan dans la poursuite de ses réformes démocratiques*, [Doc. 15569](#), proposition de résolution, renvoi 4673 du 10 octobre 2022 – validité : 10 octobre 2025 : prolongation jusqu'au 10 octobre 2026 ;
- *Le rôle des jeunes dans la revitalisation de la démocratie*, [Doc. 15756](#), proposition de résolution, renvoi 4746 du 19 juin 2023 (prolongé le 31 janvier 2025) – validité : 30 juin 2025 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- *Institutionnaliser les relations de l'Assemblée parlementaire avec le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies*, [Doc. 15807](#), proposition de résolution, renvoi 4766 du 9 octobre 2023 – validité : 9 octobre 2025 : prolongation jusqu'au 9 octobre 2026 ;
- *Examen du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de la République kirghize*, [Doc. 15810](#), proposition de résolution, renvoi 4768 du 9 octobre 2023 – validité : 9 octobre 2025 : prolongation jusqu'au 9 octobre 2026.

Annexe 2 – Liste des membres de la commission *ad hoc* pour observer les élections législatives en République de Moldova (28 septembre 2025)

Chairperson / Président·e : ZZ

Socialists, Democrats and Greens Group / Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)

Ms / Mme Edite ESTRELA, Portugal
Mr / M. Gerardo GIOVAGNOLI, San Marino / Saint-Marin*
Mr / M. Didier MARIE, France
Ms / Mme Luz MARTINEZ SEIJO, Spain / Espagne
Ms / Mme Wanda NOWICKA, Poland / Pologne
Mr / M. Stefan SCHENNACH, Austria / Autriche

Substitutes / Suppléant·es

Ms / Mme Sibel ARSLAN, Switzerland / Suisse
Mr / M. Jone BLIKRA, Norway / Norvège
Mr / M. Christophe CHAILLOU, France
Mr / M. Yunus EMRE, Türkiye
Ms / Mme Aurora FLORIDIA, Italy / Italie
Mr / M. Antonio GUTIERREZ LIMONES, Spain / Espagne
Ms / Mme Bisera KOSTADINOVSKA-STOJEVSKA, North Macedonia / Macédoine du Nord
Mr / M. Roberto SPERANZA, Italy / Italie

Group of the European People's Party (EPP/CD) / Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC)

ZZ
ZZ
ZZ
ZZ
ZZ
ZZ

Substitutes / Suppléant·es

Ms / Mme Andrea EDER-GITSCHTHALER, Austria / Autriche
Mr / M. Cristian-Augustin NICULESCU- ȚĂGÂRLAȘ, Romania / Roumanie*
Ms/ Mme Marija PETRUSHEVSKA, North Macedonia / Macédoine du Nord
Mr Giorgios STAMATIS, Greece / Grèce
Ms / Mme Albana VOKSHI, Albania / Albanie*

European Conservatives, Patriots & Affiliates (ECPA) / Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés (CEPA)

Mr / M. Simone BILLI, Italy / Italie
Ms / Mme Elisabetta GARDINI, Italy / Italie*
Mr / M. Armen GEVORYAN, Armenia / Arménie
Mr / M. Malte KAUFMANN, Germany / Allemagne

Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE) / Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)

Mr / M. Mehmet AKALIN, Türkiye
Ms / Mme Louise MOREL, France
Ms / Mme Lucia PLAVAKOVA, Slovak Republic / République slovaque*

Substitutes / Suppléant·es

Mr / M. Iulian BULAI, Romania / Roumanie
Ms / Mme Valentina GRIPPO, Italy / Italie
Mr / M. Arminas LYDEKA, Lithuania / Lituanie
Ms / Mme Liliana TANGUY, France

Group of the Unified European Left (UEL) / Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)

ZZ

* Pre-electoral mission / mission préélectorale

Annexe 3 – Mandat du Réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine

Durée : juin 2024 - 31 décembre 2025

Conformément à la décision du Bureau du 7 mars 2024 d'inviter la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable à envisager la création d'un réseau sur la situation des enfants d'Ukraine dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre du paragraphe 26 de la [Résolution 2529 \(2024\) sur « La situation des enfants d'Ukraine »](#), le Réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est constitué lors de la partie de session de l'Assemblée de juin 2024, sous les auspices de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable.

Le mandat du Réseau a été adopté par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe lors de sa réunion du 3 juin 2024 pour transmission au Bureau de l'Assemblée.

Objectif du Réseau

1. Conformément à la Résolution 2529 (2024), la mission du Réseau est d'apporter un soutien à l'Assemblée pour « continuer son rôle de facilitateur [...] pour soutenir les autorités ukrainiennes et les diverses organisations internationales tels que l'UNICEF, le HCR, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et d'autres agences compétentes des Nations Unies, et le CICR, afin de déterminer les moyens les plus rapides pour identifier et permettre une recherche efficace des enfants, à l'aide d'éléments les plus complets possibles quant à leur identité et aux conditions de leur déportation ou de leur transfert forcé par la Fédération de Russie ».

En particulier, en tant que plateforme d'échange, le Réseau devrait :

- faciliter la coordination entre les autorités ukrainiennes, les organisations internationales, la société civile et d'autres acteurs concernés
- faciliter la mise en œuvre rapide et efficace des mécanismes existants et contribuer à la recherche de nouveaux mécanismes, le cas échéant, pour l'identification, la recherche et le retour des enfants ukrainiens déportés
- s'assurer que les enfants ukrainiens qui sont de retour dans leur pays soient réintégrés de manière appropriée
- promouvoir la protection des droits des enfants ukrainiens déplacés et réfugiés
- assurer la promotion et la diffusion des standards du Conseil de l'Europe et des outils et livrables du Groupe consultatif sur les enfants d'Ukraine (CGU)
- soutenir l'accès des enfants ukrainiens à l'éducation et à des services de santé, y compris des soins et un soutien psychologique pour ceux qui sont touchés par la guerre.

Composition du Réseau

2. Le Réseau sera composé de :

2.1. Au titre des 46 États membres du Conseil de l'Europe : pour chaque parlement monocaméral, un membre titulaire et un membre suppléant, nommés par leur délégation nationale ; pour chaque parlement bicaméral, un membre titulaire et un membre suppléant de chaque chambre du parlement, nommés par leur délégation nationale.

2.2. Au titre des parlements disposant du statut d'Observateur ou Partenaire pour la Démocratie avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : un·e parlementaire de chaque délégation, désigné·e par la délégation nationale.

2.3. **Trois membres** désigné·e·s **par chacune** des commissions de l'Assemblée parlementaire suivantes :

- Commission des questions politiques et de la démocratie

- Commission des questions juridiques et des droits de l'homme
- Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées
- Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable
- Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias
- Commission sur l'égalité et la non-discrimination.

2.4. Un.e membre associé.e désigné.e par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

3. Les membres du Bureau de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, les président.e.s des groupes politiques et le Président de l'Assemblée seront membres de droit du Réseau.

Méthodes de travail du Réseau

4. Aux termes de l'application du Règlement de l'Assemblée, le Réseau est assimilé à une sous-commission de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable. Chaque membre de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable a le droit d'assister aux réunions du Réseau.

5. Les langues de travail du Réseau seront le français et l'anglais.

6. Le Réseau tiendra sa première réunion lors de la quatrième partie de session de l'Assemblée en 2024 (30 septembre – 4 octobre), avec le Président de l'Assemblée à la présidence, et élira son Bureau parmi ses membres à cette occasion.

7. Afin de remplir la tâche énoncée au paragraphe 1 de ce mandat, le Réseau s'inspire des traités internationaux et européens, des déclarations et rapports des Nations Unies, et des textes adoptés par l'Assemblée parlementaire, en particulier ceux en rapport avec la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

8. Le Réseau pourra coopérer avec des parlementaires et parlements nationaux en dehors d'Europe, ainsi qu'avec les réseaux parlementaires et les assemblées parlementaires internationales et régionales.

9. Le Réseau pourra s'appuyer sur l'initiative "Bring Kids Back UA" et sur le partage d'informations avec la société civile ukrainienne.

10. Le Réseau œuvre à limiter son impact sur l'environnement.

Annexe 4 – Renvois et transmissions en commissions

A. Renvois en commission

- *Partenariats entre les secteurs de la culture et de l'éducation pour permettre aux jeunes de s'engager dans une société démocratique*, [Doc. 16187](#), proposition de résolution: renvoi à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport*;
- *Une nouvelle convention européenne sur la liberté des médias*, [Doc. 16188](#), proposition de résolution: renvoi à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport*;
- *La corruption, une menace pour la démocratie et l'État de droit en Europe: l'urgence de la situation en Espagne*, [Doc. 16194](#), proposition de résolution: renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*;
- *Suspension du statut d'observateur d'Israël*, [Doc. 16199](#), proposition de résolution: renvoi à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport*;
- *L'érosion de la liberté de la presse à travers les violences contre les journalistes au Moyen-Orient*, [Doc. 16204](#), proposition de résolution: renvoi à la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport* et à la Commission des questions politiques et de la démocratie *pour avis*;
- *Vers un règlement démocratique et pacifique de la question kurde en Türkiye*, [Doc. 16218](#), proposition de résolution: renvoi à la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi) *pour prise en compte dans la préparation du rapport sur «Le respect des obligations et engagements de la Türkiye»*;
- Décision du Bureau: *Responsabilité de la Fédération de Russie dans la guerre d'agression contre l'Ukraine*: renvoi à la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport* (suivi de la Résolution 2605 (2025) Questions juridiques et violations des droits de l'homme liées à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine).

B. Prolongation de renvois

- *Le respect par les Pays-Bas des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe*, décision de la Commission de suivi, renvoi 4569 du 19 mars 2021 (prolongé le 14 octobre 2022, 9 octobre 2023, 22 janvier 2024 et 29 novembre 2024) – validité : 19 mars 2026 : prolongation jusqu'au 19 mars 2028 ;
- *La situation des minorités nationales en Ukraine (ancien titre : L'aggravation constante de l'accès des minorités nationales d'Ukraine à l'éducation dans leur langue maternelle: nécessité d'assurer un suivi de la Résolution 2189 (2017) de l'Assemblée parlementaire)*, [Doc. 15334](#), proposition de résolution, renvoi 4603 du 27 septembre 2021 (prolongé les 23 juin 2023 et 19 avril 2024) – validité : 3 octobre 2025 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2026.

Annexe 5 – Liste des membres de la commission *ad hoc* pour l'observation des élections législatives en République de Moldova (28 septembre 2025)

Chairperson / Président·e : Mr / M. Chris SAID (Malta, EPP/CD / Malte, PPE/DC)

Vice-Chairperson / Président·e : Ms / Mme Elisabetta GARDINI (Italy, ECPA / Italie, CEPA)

Socialists, Democrats and Greens Group / Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)

Ms / Mme Edite ESTRELA, Portugal

Mr / M. Gerardo GIOVAGNOLI, San Marino / Saint-Marin*

Mr / M. Didier MARIE, France

Ms / Mme Luz MARTINEZ SEIJO, Spain / Espagne

Ms / Mme Wanda NOWICKA, Poland / Pologne

Mr / M. Stefan SCHENNACH, Austria / Autriche

Substitutes / Suppléant·es

Ms / Mme Sibel ARSLAN, Switzerland / Suisse

Mr / M. Jone BLIKRA, Norway / Norvège

Mr / M. Christophe CHAILLOU, France

Mr / M. Yunus EMRE, Türkiye

Ms / Mme Aurora FLORIDIA, Italy / Italie

Mr / M. Antonio GUTIERREZ LIMONES, Spain / Espagne

Ms / Mme Bisera KOSTADINOVSKA-STOJEVSKA, North Macedonia / Macédoine du Nord

Mr / M. Roberto SPERANZA, Italy / Italie

Group of the European People's Party (EPP/CD) / Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC)

Mr / M. Richard CARVALHO, Portugal

Ms / Mme Marie-Christine DALLOZ, France

Ms / Mme Marija PETRUSHEVSKA, North Macedonia / Macédoine du Nord

Mr / M. Chris SAID, Malta / Malte*

Mr / M. Ionuț-Marian STROE, Romania / Roumanie

Mr / M. Emanuelis ZINGERIS, Lithuania / Lituanie

Substitutes / Suppléant·es

Ms / Mme Boriana ÅBERG, Sweden / Suède

Mr / M. Jan Filip LIBICKI, Poland / Pologne

Mr / M. Cristian-Augustin NICULESCU- ȚĂGÂRLAȘ, Romania / Roumanie

Mr Giorgios STAMATIS, Greece / Grèce

Ms / Mme Albana VOKSHI, Albania / Albanie

European Conservatives, Patriots & Affiliates (ECPA) / Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés (CEPA)

Mr / M. Simone BILLI, Italy / Italie

Ms / Mme Elisabetta GARDINI, Italy / Italie*

Mr / M. Armen GEVORYAN, Armenia / Arménie

Mr / M. Malte KAUFMANN, Germany / Allemagne

Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE) / Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)

Mr / M. Mehmet AKALIN, Türkiye

Ms / Mme Louise MOREL, France

Ms / Mme Lucia PLAVAKOVA, Slovak Republic / République slovaque*

Substitutes / Suppléant·es

Mr / M. Iulian BULAI, Romania / Roumanie

Mr / M. Arminas LYDEKA, Lithuania / Lituanie

Ms / Mme Liliana TANGUY, France

Ms / Mme Valentina GRIPPO, Italy / Italie

Mr / M. Stéphane MAZARS, France

Group of the Unified European Left (UEL) / Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)
Mr / M. Vinzenz GLASER, Germany / Allemagne*

* Pre-electoral mission / mission préélectorale

Annexe 6 – Liste des membres de l'Alliance parlementaire pour des élections libres et équitables

Chairperson / Président: Lord David BLENCATHRA, United Kingdom, ECPA / Royaume-Uni, CEPA

Socialists, Democrats and Greens Group / Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)

Ms / Mme Petra BAYR
Mr / M. Andrea CRISANTI
Mr / M. Constantinos EFSTATHIOU
Mr / M. Yunus EMRE
Mr / M. Piero FASSINO
Mr / M. Pierre-Alain FRIDEZ
Mr / M. Gerardo GIOVAGNOLI
Mr / M. Antonio GUTIERREZ LIMONES
Ms / Mme Saskia KLUIT
Mr / M. Max LUCKS
Mr / M. Jamila MADEIRA
Mr / M. Sasa MAGAZINOVIC

Mr / M. Didier MARIE *

Ms / Mme Kate OSBORNE
Mr / M. Paulo PISCO
Mr / M. Stefan SCHENNACH

Austria / Autriche
Italy / Italie
Cyprus / Chypre
Türkiye
Italy / Italie
Switzerland / Suisse
San Marino / Saint-Marin
Spain / Espagne
Netherlands / Pays-Bas
Germany / Allemagne
Portugal
Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
France
United Kingdom / Royaume-Uni
Portugal
Austria / Autriche

Group of the European People's Party (EPP/CD) / Groupe du Parti populaire européen (PPE/DC)

Mr / M. Christophe BRICO
Ms / Mme Andrea EDER-GITSCHTHALER
Ms / Mme Arusyak JULHAKYAN
Mr / M. Yuriy KAMELCHUK
Mr / M. Jan Filip LIBICKI
Mr / M. Cristian-Augustin NICULESCU-ȚĂGÂRLAȘ
Mr / M. Tekke PANMAN
Ms / Mme Catia POLIDORI *
Mr / M. Chris SAID
Mr / M. Georgios STAMATIS
Ms / M. Maria SYRENGELA
Mr / M. Nicos TORNARITIS

Monaco
Austria / Autriche
Armenia / Arménie
Ukraine
Poland / Pologne
Romania / Roumanie
Netherlands / Pays-Bas
Italy / Italie
Malta / Malte
Greece / Grèce
Greece / Grèce
Cyprus / Chypre

European Conservatives, Patriots & Affiliates (ECPA) / Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés (CEPA)

Lord David BLENCATHRA*
Mr / M. Armen GEVORGYAN
Mr / M. Oleksii GONCHARENKO
Mr / M. Jan KANTHAK
Mr / M. Axel KASSEGGGER
Mr / M. Malte KAUFMANN
Mr / M. Daniel MILEWSKI
Mr / M. Kacper Maciej PŁAŻYŃSKI
Mr / M. José María SÁNCHEZ GARCÍA
Ms / Mme Victoria TIBLOM
Mr / M. Markus WIECHEL
Mr / M. Morten WOLD

United Kingdom / Royaume-Uni
Armenia / Arménie
Ukraine
Poland / Pologne
Austria / Autriche
Germany / Allemagne
Poland / Pologne
Poland / Pologne
Spain / Espagne
Sweden / Suède
Sweden / Suède
Norway / Norvège

Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE) / Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)

Mr / M. Mehmet AKALIN	Türkiye
Mr / M. François BONNEAU	France
Mr / M. Damien COTTIER	Switzerland / Suisse
Ms / Mme Valentina GRIPPO	Italy / Italie
Mr / M. Claude KERN*	France
Ms / Mme Yevheniia KRAVCHUK	Ukraine
Mr / M. Dean PREMIK	Slovenia / Slovénie
Ms / Mme Liliana TANGUY	France
Mr / M. Kim VALENTIN	Denmark / Danemark
Ms / Mme Lesia VASYLENKO	Ukraine
Ms / Mme Rian VOGELS	Netherlands / Pays-Bas
Ms / Mme Lesia ZABURANNA	Ukraine

Group of the Unified European Left (UEL) / Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)

Ms / Mme Laura CASTEL	Spain / Espagne
Ms / Mme Sevilay ÇELENK	Türkiye
Ms / Mme Nina KASIMATI	Greece / Grèce
Mr / M. George LOUCAIDES*	Cyprus / Chypre

Non-registered PACE members / Membres APCE non-inscrit·e·s

...

Ex officio members / Membres ex officio

PACE President/ Président de l'APCE	Mr / M. Theodoros ROUSOPOULOUS	Greece / Grèce
POL	Mr / M. Bertrand BOUYX	France
JUR	Lord Richard KEEN	United Kingdom / Royaume-Uni
MON	Ms / Mme Zanda KALNIŅA-LUKAŠEVICA	Latvia / Lettonie
SOC	Mr / M. Frank SCHWABE	Germany / Allemagne
EPP/CD / PPE/DC	Mr / M. Pablo HISPÁN	Spain / Espagne
ECPA / CEPA	Mr / M. Zsolt NÉMETH	Hungary / Hongrie
ALDE / ADLE	Mr / M. Iulian BULAI	Romania / Roumanie
UEL / GUE	Ms / Mme Laura CASTEL	Spain / Espagne
	Mr / Mr George LOUCAIDES	Cyprus / Chypre
General Rapporteur on Democracy / Rapporteur Général sur la Démocratie	Mr / M. George PAPANDREOU	Greece / Grèce

PACE members and substitutes to the Council of Democratic Elections /	Mr / M. Pablo HISPÁN, Vice-Chair	Spain / Espagne
Membres et suppléant·es de l'APCE du Conseil des Elections Démocratiques	Lord BLENCATHRA	United Kingdom / Royaume-Uni
	Mr / M. Titus CORLĂȚEAN	Romania / Roumanie
	Ms / Mme Octavie MODERT	Luxembourg
	Ms / Mme Liliana TANGUY	France
	Ms / Mme Rian VOGELS	Netherlands / Pays-Bas

Observers / Observateurs

Mr / M. Claude CARIGNAN

Canada

Congress of Local and Regional Authorities / Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Mr / M. Stewart DICKSON

United Kindgom / Royaume-Uni

Venice Commission / Commission de Venise

Mr / M. Srdjan DARMANOVIC

Montenegro / Monténégro

* Bureau member appointed by the political group / Membre du Bureau désigné.e par le groupe politique

Annexe 7 – Mandat du ou de la Rapporteur·e Général·e sur les politiques européennes de migration et d'asile

Dénomination : Rapporteur·e général·e sur les politiques européennes en matière de migration et d'asile

Durée du mandat : deux ans renouvelables, avec un maximum de quatre ans.

Objet : Le / la rapporteur·e général·e sur les politiques européennes de migration et d'asile assure la visibilité et la cohérence de l'action de l'Assemblée afin de promouvoir les normes du Conseil de l'Europe en matière de protection internationale, de restriction de liberté, de protection des données, de garanties procédurales et d'interdiction des traitements inhumains et dégradants dans la manière dont les politiques de migration, de gestion des frontières et d'asile sont conçues par les États membres. Le / la rapporteur·e général·e aura un rôle particulier à jouer dans la valorisation et la promotion de la cohérence entre les normes du Conseil de l'Europe et les autres instruments applicables dans les États membres, en particulier le droit de l'UE. Il ou elle fera périodiquement rapport à la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées sur les informations recueillies et les activités entreprises.

Responsabilités : le rôle du / de la rapporteur·e général·e est de :

- suivre les activités et entretenir des relations de travail avec le greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, la Division des migrations et des réfugiés, le bureau de liaison du Conseil de l'Europe à Bruxelles, ainsi qu'avec les organes intergouvernementaux et de suivi pertinents du Conseil de l'Europe en ce qui concerne leurs activités liées aux migrations, à l'asile et à la gestion des frontières, tels que le Forum européen des mécanismes nationaux de prévention, le CPT, le CDDH et le GRETA ;
- représenter la commission au nom de l'Assemblée lors des réunions de ces organes, le cas échéant ;
- suivre les activités et entretenir des relations de travail avec les institutions de l'UE et les agences compétentes de l'UE (FRA, EUAA et Frontex) et représenter la commission au nom de l'Assemblée lors des réunions de ces entités, le cas échéant ;
- faire des déclarations publiques sur les questions relevant de son mandat ;
- veiller à ce que les résolutions et recommandations pertinentes de l'Assemblée parlementaire soient promues et dûment prises en compte dans le cadre des responsabilités susmentionnées, en particulier la [Résolution 2555 \(2024\)](#) « Garantir des procédures d'asile conformes aux droits de l'homme », la [Résolution 2461 \(2022\)](#) et la [Recommandation 2238 \(2022\)](#) « Pays tiers sûrs pour les demandeurs d'asile », la [Résolution 2416 \(2022\)](#) « Pacte de l'Union européenne sur la migration et l'asile du point de vue des droits humains ».

Annexe 8 – Liste des membres de la commission *ad hoc* pour participer à la Journée européenne de commémoration de l'Holocauste pour les Roms et les Sintis, Auschwitz-Birkenau, Pologne, 2 août 2025

Chairperson / Président : Mr / M. Theodoros ROUSOPOULOS

Committee on Political Affairs and Democracy / Commission des questions politiques et de la démocratie

Mr / M. Yuriy KAMELCHUK (Ukraine, EPP/CD / Ukraine, PPE/DC)
Mr / M. Emanuelis ZINGERIS (Lithuania, EPP/CD / Lituanie, PPE/DC)

Committee on Legal Affairs and Human Rights / Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Mr / M. Cristian-Augustin NICULESCU-TAGARLAŞ (Romania, EPP/CD / Roumanie, PPE/DC)

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé, et du développement durable

Mr / M. Stefan SCHENNACH (Austria, SOC / Autriche, SOC)

Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Ms / Mme Pelin YILIK (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

Mr / M. Yunus EMRE (Türkiye, SOC)

Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Ms / Mme Petra BAYR (Austria, SOC / Autriche, SOC)
Ms / Mme Maria-Gabriela HORGHA (Romania, EPP/CD / Roumanie, PPE/DC)
Mr / M. Georgios STAMATIS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)
Mr / M. Francesco VERDUCCI (Italy, SOC / Italie, SOC)

Committee on Rules, Ethics and Immunities / Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités

Mr / M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)

Annexe 9 – Liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer au Forum mondial de la démocratie, Strasbourg, 4-7 novembre 2025

Presidential Committee / Comité présidentiel

Mr / M. Frank SCHWABE (Germany, SOC / Allemagne, SOC)
Mr / M. Pablo HISPÁN (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)
Mr / M. Zsolt NÉMETH (Hungary, ECPA / Hongrie, CEPA)
Mr / M. Iulian BULAI (Romania, ALDE / Roumanie, ADLE)
Mr / M. George LOUCAIDES (Cyprus, UEL / Chypre, GUE)

Committee on Political Affairs and Democracy / Commission des questions politiques et de la démocratie

Mr / M. Piero FASSINO (Italy, SOC / Italie, SOC)
Mr / M. Stephen GETHINS (United Kingdom, ALDE / Royaume-Uni, ADLE)
Mr / M. Yuriy KAMELCHUK (Ukraine, EPP/CD / Ukraine, PPE/DC)
Ms / Mme Yelyzaveta YASKO (Ukraine, EPP/CD / Ukraine, PPE/DC)
Mr / M. Emanuelis ZINGERIS (Lithuania, EPP/CD / Lituanie, PPE/DC)

Committee on Legal Affairs and Human Rights / Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

...

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Sibel ARSLAN (Switzerland, SOC / Suisse, SOC)
Mr / M. Vinzenz GLASER (Germany, UEL / Allemagne, GUE)
Mr / M. Armen GEVORGYAN (Armenia, ECPA / Arménie, CEPA)
Mr / M. Stefan SCHENNACH (Austria, SOC / Autriche, SOC)

Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Ms / Mme Albana VOKSHI (Albania, EPP/CD / Albanie, PPE/DC)
Ms / Mme Pelin YILIK (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

Mr / M. Yunus EMRE (Türkiye, SOC)
Ms / Mme Belén HOYO (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)
Ms / Mme Yevheniia KRAVCHUK (Ukraine, ALDE / Ukraine, ADLE)
Mr / M. Pavlo SUSHKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)
Ms / Mme Maria-Nefeli CHATZIOANNIDOU (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)

Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Ms / Mme Petra BAYR (Austria, SOC / Autriche, SOC)
Mr / M. Roland Rino BÜCHEL (Switzerland, ALDE / Suisse, ADLE)
Ms / Mme Zita GURMAI (Hungary, SOC / Hongrie, SOC)
Ms / Mme Kate OSBORNE (United Kingdom, SOC / Royaume-Uni, SOC)
Mr / M. Robert-Ionatan SIGHIARTAU (Romania, EPP/CD / Roumanie, PPE/DC)
Mr / M. Georgios STAMATIS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)
Mr / M. Francesco VERDUCCI (Italy, SOC / Italie, SOC)

Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe (Monitoring Committee) / Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)

...

Committee on Rules, Ethics and Immunities / Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités

Mr / M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)

Ms / Mme Victoria TIBLOM (Sweden, ECPA / Suède, CEPA)

Annexe 10 – Liste des membres de la commission *ad hoc* du Bureau pour participer à la Conférence sur l'intelligence artificielle, Londres, 15-16 décembre 2025

Chairperson / Président :

Presidential Committee / Comité présidentiel

Mr / M. Frank SCHWABE (Germany, SOC / Allemagne, SOC)
Mr / M. Pablo HISPÁN (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)
Mr / M. Zsolt NÉMETH (Hungary, ECPA / Hongrie, CEPA)
Mr / M. Iulian BULAI (Romania, ALDE / Roumanie, ADLE)
Mr / M. George LOUCAIDES (Cyprus, UEL / Chypre, GUE)

Committee on Political Affairs and Democracy / Commission des questions politiques et de la démocratie (6)

Mr / M. Bertrand BOUYX (France, ALDE / ADLE) – Président ASPOL
Ms / M^{me} Dora BAKOYANNIS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)
Ms / M^{me} Deborah BERGAMINI (Italy, EPP/CD / Italie, PPE/DC)
Lord David BLENCATHRA (United Kingdom, ECPA / Royaume-Uni, CEPA)
Ms / M^{me} Marietta KARAMANLI (France, SOC)
Mr / M. Chris SAID (Malta, EPP/CD / Malte, PPE/DC)

Substitutes / Suppléant·es

Mr / M. Yuriy KAMELCHUK (Ukraine, EPP/CD / Ukraine, PPE/DC)
Mr / M. Serhii SOBOLEV (Ukraine, EPP/CD / Ukraine, PPE/DC)

Committee on Legal Affairs and Human Rights / Commission des questions juridiques et des droits de l'homme (5)

Mr / M. Titus CORLATEAN (Romania, SOC / Roumanie, SOC)
Mr / M. Damien COTTIER (Switzerland, ALDE, Suisse, ADLE)
Mr / M. Daniel MILEWSKI (Poland, ECPA / Pologne, CEPA)
Mr / M. Cristian-Augustin NICULESCU-TÂGÂRLAŞ (Romania, EPP/CD / Roumanie, PPE/DC)
Mr / M. Ivan RAČAN (Croatia, SOC / Croatie, SOC)

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé, et du développement durable (5)

Mr / M. Dan ALDRIDGE (United Kingdom, SOC / Royaume-Uni, SOC)
Ms / M^{me} Maria-Nefeli CHATZIOANNIDOU (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)
Mr / M. Joe O'REILLY (Ireland, EPP/CD / Irlande, PPE/DC)
Mr / M. Georgios STAMATIS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)
Ms / M^{me} Lesia ZABURANNA (Ukraine, ALDE / Ukraine, ADLE)

Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées (5)

Ms / M^{me} Sena Nur ÇELİK KANAT (Türkiye, NR / Türkiye, NI)
Ms / M^{me} Meryem GÖKA (Türkiye, NR / Türkiye, NI)
Mr / M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)
Mr / M. Petri HONKONEN (Finland, ALDE / Finlande, ADLE)
Ms / M^{me} Pelin YILIK (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias (6)*

ZZ...

ZZ...

ZZ...

ZZ...

ZZ...

ZZ...

Substitutes / Suppléant·es

Mr / M. Mehmet AKALIN (Türkiye, ALDE / Türkiye, ADLE)
Ms / M^{me} Valentina GRIPPO (Italy, ALDE / Italie, ADLE)
Ms / M^{me} Gabriela HEINRICH (Germany, SOC / Allemagne, SOC)
Ms / M^{me} Belén HOYO (Spain, EPP/CD / Espagne, PPE/DC)
Mr / M. Mogens JENSEN (Denmark, SOC / Danemark, SOC)
Ms / M^{me} Luz MARTINEZ SEIJO (Spain, SOC / Espagne / SOC)
Mr / M. Fabio PIETRELLA (Italy, ECPA / Italie, CEPA)
Mr / M. Pavlo SUSHKO (Ukraine, ECPA / Ukraine, CEPA)
Mr / M. Nicos TORNARITIS (Cyprus, EPP/CD / Chypre, PPE/DC)
Ms / M^{me} Zeynep YILDIZ (Türkiye, NR / Türkiye, NI)

Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission sur l'égalité et la non-discrimination (5)

Ms / M^{me} Sevilay ÇELENK (Türkiye, UEL / Türkiye, GUE)
Ms / M^{me} Edina DEŠIĆ (Montenegro, EPP/CD / Monténégro, PPE/DC)
Ms / M^{me} Yevheniia KRAVCHUK (Ukraine, ALDE / Ukraine, ADLE)
Mr / M. Georgios STAMATIS (Greece, EPP/CD / Grèce, PPE/DC)
Mr / M. Francesco VERDUCCI (Italy, SOC / Italie, SOC)

Substitutes / Suppléant·es

Ms / M^{me} Edite ESTRELA (Portugal, SOC)

Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe (Monitoring Committee) / Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi) (4)

Ms / M^{me} Miapetra KUMPULA-NATRI (Finland, SOC / Finlande, SOC)
Mr / M. Graziano PIZZIMENTI (Italy, ECPA / Italie, CEPA)
Mr / M. Stefan SCHENNACH (Austria, SOC / Autriche, SOC)
Ms / M^{me} Victoria TIBLOM (Sweden, ECPA / Suède, CEPA)

Substitutes / Suppléant·es

Ms / M^{me} Boriána ÅBERG (Sweden, EPP/CD / Suède, PPE/DC)

Committee on Rules, Ethics and Immunities / Commission du Règlement, de l'éthique et des immunités (2)

Mr / M. Yunus EMRE (Türkiye, SOC)
Mr / M. Vladimir VARDANYAN (Armenia, EPP/CD / Arménie, PPE/DC)

Committee on the Election of Judges to the European Court of Human Rights / Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme (2)

Ms / M^{me} Petra BAYR (Austria, SOC / Autriche, SOC)

* The Committee will decide on membership at a later date / La Commission décidera de la composition à une date ultérieure.

Annexe 11 – Représentation institutionnelle de l'Assemblée en 2025

Body / Organe	Reference / référence	Members / membres	Substitutes / remplaçant·es
I. Council of Europe bodies / Organes du Conseil de l'Europe			
European Commission for Democracy through Law Venice Commission <i>Commission européenne pour la démocratie par le droit Commission de Venise</i>	Article 2.4 of the Venice Commission Statute Res(2002)3 <i>Article 2.4 du statut de la Commission de Venise Res(2002)3</i>	Ingjerd Schie SCHOU Norway / Norvège EPP/CD / PPE/DC (Appointment by the President) (Désignation par le/la Président·e) Antonio GUTIÉRREZ LIMONES Spain / Espagne SOC (AS/Jur)	Sergiy VLASENKO Ukraine EPP/CD / PPE/DC (AS/Jur)
Council for Democratic Elections of the Venice Commission <i>Conseil des élections démocratiques de la Commission de Venise</i>	Bureau decision of 10 March 2003 Décision du Bureau du 10 mars 2003	Titus CORLĂȚEAN Romania / Roumanie SOC (AS/Pol) Pablo HISPÁN Spain / Espagne EPP/CD / PPE/DC (AS/Jur) Lord David BLENCATHRA United Kingdom / Royaume-Uni ECPA / CEPA (AS/Mon)	Rian VOGELS Netherlands / Pays-Bas ALDE / ADLE (AS/Pol) Octavie MODERT Luxembourg EPP/CD / PPE/DC (AS/Jur) Liliana TANGUY France ALDE / ADLE (AS/Mon)
European Centre for Global Interdependence and Solidarity – North-South Centre <i>Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales – Centre Nord-Sud</i>	Article 4.2 (b) of the North-South Centre revised Statute CM/Res(2011)6 <i>Article 4.2 (b) du statut révisé du Centre Nord-Sud CM/Res(2011)6</i>	Edite ESTRELA Portugal SOC (AS/Cult) Stefan SCHENNACH Austria / Autriche SOC (AS/Soc)	ZZ (AS/Cult) Carmen LEYTE Spain / Espagne EPP/CD / PPE/DC (AS/Soc)
European Commission Against Racism and Intolerance ECRI <i>Commission européenne contre le racisme et l'intolérance ECRI</i>	Article 5 of the ECRI Statute Res(2002)8 <i>Article 5 du statut de l'ECRI Res(2002)8</i>	Sibel ARSLAN Switzerland / Suisse SOC (AS/Pol) Zeynep YILDIZ Türkiye SOC (AS/Cult) Petra BAYR Austria / Autriche SOC (AS/Ega)	George LOUCAIDES Cyprus / Chypre GUE / UEL (AS/Pol) Baroness Ruth HUNT United Kingdom / Royaume-Uni (AS/Cult) Francesco VERDUCCI Italy / Italie SOC (AS/Ega)
Group of States against Corruption (GRECO) <i>Groupe d'états contre la corruption (GRECO)</i>	CM decision of 717th meeting in 2000 in accordance with Article 7.2 of the Statute of the GRECO <i>Décision du CM lors de la 717ème réunion en 2000 selon l'Article 7.2. du Statut du GRECO</i>	Agnes Sirkka PRAMMER Austria / Autriche SOC (AS/Jur)	Arusyak JULHAKYAN Armenia / Arménie EPP/CD / PPE/DC (AS/Jur)

Body / Organe	Reference / référence	Members / membres	Substitutes / remplaçant·es
Committee of Experts on Artificial Intelligence, Equality and Discrimination (GEC/ADI-AI) <i>Comité d'expert·e·s sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI)</i>	CM/Res(2021)3	Edite ESTRELA Portugal SOC (AS/Ega)	
Committee for Works of Art (C-ART) <i>Comité des œuvres d'art (C-ART)</i>	CM decision of 482nd meeting in 1992 <i>Décision du CM lors de la 482ème réunion en 1992</i>	Constantinos EFSTATHIOU Cyprus / Chypre SOC (AS/Cult) Luz MARTINEZ SEIJO Spain / Espagne SOC (AS/Cult)	
MONEYVAL	Article 4.1 of Resolution CM/Res (2010) 12 <i>Article 4.1 de la Résolution CM/Res (2010) 12</i>	Klotilda BUSHKA Albania / Albanie SOC (AS/Jur)	Nadejda IORDANOVA Bulgaria / Bulgarie NR / NI (AS/Jur)
Committee on offences relating to cultural property (PC-IBC) / Steering Committee for Culture, Heritage and Landscape (CDCPP) <i>Comité sur les infractions visant les biens culturels (PC-IBC) / Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP)</i>	STCE n°221 CM(2017)32, Chapter V, Article 23.1 SG/Inf(2012)12	Stefan SCHENNACH Austria / Autriche SOC (AS/Cult)	
II. Others / Autres			
EUROPA NOSTRA Pan-European Federation for Heritage <i>EUROPA NOSTRA - Fédération paneuropéenne du patrimoine</i>	Article 21.4 of the Statute of Europa Nostra	Luz MARTINEZ SEIJO Spain / Espagne SOC (AS/Cult)	Andries GRYFFROY Belgium / Belgique NR / NI (AS/Cult)